

*tendance de la FSU, pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique*

## **Appel à Désobéissance au Havre et ailleurs !**

Lors de l'Assemblée générale de grévistes du 20 novembre, nous avons décidé à 118 de signer un « manifeste de désobéissance. »

Depuis, plusieurs réunions ont eu lieu, le manifeste est rédigé, approuvé par les présents aux réunions. Dès que le quota de 100 signatures sera atteint, nous proclamerons publiquement notre entrée en désobéissance par une conférence de presse ou quelque chose comme ça.

Beaucoup d'autres départements suivent des démarches similaires.

Les différents syndicats présents aux réunions ont déclaré soutenir les collègues signataires du manifeste en cas de pressions de l'administration à leur rencontre.

Snuipp, SNES, SUD éducation, CGT éducation, SGEN, Le Havre.

Pour signer, vous pouvez envoyer vos noms à [karelle01@neuf.fr](mailto:karelle01@neuf.fr). Une « cérémonie » plus formelle de signature sera organisée un peu plus tard.

Nous vous invitons à la prochaine réunion qui aura lieu le mercredi 10 décembre à 14h à Franklin dans le cadre de la journée d'action. Si d'ici là les 100 signatures sont recueillies, vous serez informés et cette réunion deviendrait proclamation de notre action !

Manifeste sur le site : [lehavreenlutttes-education.org](http://lehavreenlutttes-education.org)

Pour le collectif du manifeste, Lise CRAMOYSAN,  
École maternelle Paul Langevin, Le Havre.

## **Les enseignant-es méritent mieux que leur ministre !**

Au lendemain de la puissante manifestation du 19 octobre Darcos déclarait que « les professeurs méritaient mieux que leurs syndicats et que les réformes avanceraient plus vite que les manifestants ». Le 2 décembre, les personnels de l'Education nationale ont répondu au mépris du ministre en participant d'une façon importante aux élections professionnelles. Ils ont aussi exprimé leur volonté de poursuivre la lutte contre les soi-disant réformes Darcos. En effet, même si il est trop tôt pour analyser complètement les résultats, il semble bien que le recul du Snes (-1.9 % au niveau national) soit la conséquence du positionnement de sa direction sur la question du lycée. Il a fallu en effet des semaines pour que la direction du Snes comprenne qu'elle n'avait rien à gagner en participant aux pseudo négociations avec Gaudemard ! Certes le Snes garde la majorité mais, dans un scrutin où la participation est en hausse, ce recul signifie un désaveu. Pour retrouver la confiance de collègues, le Snes doit changer d'orientation. Il doit réclamer l'abandon des contre réformes, organiser et coordonner les résistances collectives qui se multiplient et leur donner par la grève nationale et unitaire la possibilité de gagner. C'est ce que les collègues ont dit dans la rue le 20 novembre et dans les urnes le 2 décembre.

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

<http://www.ecoleemancipee.org/>

# **Ne rien céder, ne rien lâcher !**

Les coups pleuvent de toutes parts : chaque ministre y va de sa mesure anti-pauvres, anti-jeunes, anti-immigrés... Boutin tyrannise les mal logés, Dati criminalise les jeunes et prévoit l'enfermement dès 12 ans. Ces ministres-là mènent sans relâche leur politique répressive. Pour d'autres, la crise offre tous les prétextes pour taper toujours plus sur les travailleurs ! Sarkozy veut, pour régler le problème de l'emploi, un traitement « social » (sic), c'est-à-dire qu'il préfère le CDD, le contrat aidé, le chômage partiel... à un chômage « tout court ». On encense donc la précarité, parce que c'est « mieux que rien ». Pour ce gouvernement, pas question de trouver une vraie solution à la crise : les « riches » ne se sont jamais mieux portés !

Pendant ce temps, à la Poste, à l'ANPE, à l'Hôpital, les mobilisations se succèdent, les salariés défendent leur emploi et leurs conditions de travail. Mais ils défendent aussi, et surtout le Service Public, et donc une autre conception de la société : une société basée sur l'égalité et la solidarité.

Dans l'éducation, la bataille ne fait que commencer, elle sera dure et longue tant les coups sont massifs et violents : menaces sur la maternelle, suppression des Rased, destruction du lycée, réduction du recrutement des futurs enseignants privés de formation, casse du statut des enseignants chercheurs... Au quotidien, les personnels de l'éducation nationale vivent un cauchemar ; car c'est un cauchemar de voir le métier qu'on aime dénaturé, notre professionnalisme nié, de voir que les personnels, comme les élèves, sont méprisés. Et le 20 novembre, par cette grève massive et puissante, les personnels ont montré leur exaspération, leur ras-le-bol et aussi leur détermination.

Mais le 21, le 25 ou le 27, il fallait poursuivre et être en grève à nouveau ! Les directions syndicales ont refusé d'entendre le message des AG, elles ont empêché que la mobilisation se transforme en grand mouvement pour sauver l'éducation. Darcos balade les directions syndicales, et elles, elles baladent les personnels... au lieu de reprendre la main, et de passer à l'offensive. C'est insupportable !

Nous n'avons pas le choix : nous devons résister, encore, et lutter, encore, pour empêcher ce gouvernement de tout détruire. Des milliers de collègues du primaire refusent d'obéir aux consignes ministérielles, et s'organisent collectivement pour faire échec à l'aide personnalisée, notamment : faux soutien qui stigmatise les élèves sans les aider, et justifierait à lui seul la suppression des Rased ! D'autres mettent sur pied des occupations nocturnes des lycées, d'autres enfin, organisent des réunions avec jeunes, parents, enseignants des écoles, collèges et lycées, pour pouvoir agir et réagir ensemble à ces contre réformes. Toutes ces actions, légitimes et nécessaires, ne pourront pas à elles seules inverser la politique en cours ; pour notre part, nous continuerons à crier notre colère, à montrer notre détermination, nous multiplierons les actes de résistance, nous informerons et mobiliserons autour de nous. **Mais il faudra que les directions syndicales prennent leurs responsabilités et engagent la bataille à la hauteur de l'enjeu : dès janvier, en grève, et sans céder, sans rien lâcher !**

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

## La liquidation programmée des SES

Le projet de réforme des lycées présente de violentes attaques à l'encontre des SES ; il condense en vérité tout ce qu'il y a de détestable dans les menées d'un gouvernement décidé à faire exploser le service public d'éducation :

- Une agression purement **idéologique** contre une discipline systématiquement dénigrée par les lobbies patronaux qui veulent en finir avec un enseignement jugé trop critique vis-à-vis du système économique capitaliste. Il est vrai que l'enseignement des SES inclut une évaluation des discours tenus par les grands maîtres de l'industrie et de la finance : on y apprend que le libre échange n'est pas toujours favorable à la prospérité des pays pauvres, que le libéralisme économique peut aussi accroître les inégalités sociales, que le divin marché connaît parfois des crises – financières ou « réelles » -, que l'Etat peut être fondé à lever des impôts, des cotisations sociales en vue de financer la protection sociale.... Autant d'odieus blasphèmes à l'égard de la doxa patronale qui ne tolère que célébration de l'entreprise, du marché, de la concurrence...ou disqualification de l'Etat, de l'impôt, de la réglementation... La fusion projetée entre les filières ES et STG illustre s'il fallait s'en convaincre cette volonté de normalisation idéologique.

- Une régression totale en termes **pédagogiques** : les SES disparaissent du tronc commun en seconde, pour devenir une option en concurrence avec des approfondissements dans les matières définies comme fondamentales. Ceci représenterait une réduction de 40% des contenus actuels, sans compter la probable disparition des Travaux Dirigés. Au sein du parcours « Sciences de la Société », les Sciences Economiques ne seraient plus qu'une dominante parmi les quatre proposées. Or la filière ES a depuis sa création largement contribué à la démocratisation scolaire tout en offrant un cadre stimulant pour la réflexion des élèves futurs citoyens. C'est toute une filière menant de la seconde à l'Université, sans oublier les classes préparatoires ES, qui risque d'être liquidée sans que l'intérêt des élèves ne soit le moins du monde pris en compte.

- Une violente application du principe de **réduction des effectifs de fonctionnaires** : les coupes sombres dans les volumes horaires et la contraction escomptées des élèves s'obstinant à suivre cet enseignement (évalués à 15% du total contre 43% actuellement) se traduiraient par une disparition de tous nouveaux recrutements, avec près de 1000 enseignants excédentaires... auxquels on pourrait dès lors imposer des compléments de service ou de la bivalence... C'est de surcroît un débouché naturel pour les étudiants des facultés de sciences économiques ou de sociologie qui disparaîtrait.

Contre ce projet de réforme, il n'y a qu'un seul mot d'ordre : abrogation immédiate !

Jean-Pierre LAVIGNASSE, Secrétaire section SNESup,  
Faculté de Droit Sciences Economiques, Rouen.

## Une grève peut en entraîner une autre !

Le 1<sup>er</sup> Décembre, en Haute Normandie comme dans toute la France, les agents de l'ANPE étaient en grève à près de 60% pour les salaires, les conditions de travail et contre la marche forcée imposée par Sarkozy et Lagarde pour la fusion avec les ASSEDIC annoncée pour le 5 Janvier 2009.

Face à ce mouvement majoritaire, comme à son habitude, le gouvernement répond par un souverain mépris, évoquant tout juste la possibilité d'une petite prime en fin d'année.

La mise en place de cet organisme fusionné – Pôle Emploi – est une nouvelle déclaration de guerre contre le Service public de l'Emploi (déjà mal en point quand l'on sait les dégâts causés par des réformes successives sur le ministère du travail, l'AFPA ou le réseau d'insertion des jeunes) : Missions et métiers mis à mal, perte du statut d'agent public pour les 30 000 agents de l'ANPE, contrôle de plus en plus « musclé » des chômeurs (avec, entre autres, cette merveilleuse trouvaille de l'Offre Raisonnable d'Emploi), course à la rentabilité et aux économies – en renvoyant au plus vite ces feignants de demandeurs d'emploi au boulot ... Plus facile à dire qu'à faire, vu la période de récession qui nous attend...

Signalons au passage que les ressources du nouvel organisme seront assurées aux deux tiers par les cotisations chômage versées à l'UNEDIC ; autrement dit, ce sont les travailleurs qui vont le financer pour partie non négligeable !

C'est peu de dire que les salarié-es concernés (ANPE ou ASSEDIC) vivent très mal cette période ; ils la vivent si mal qu'il semble évident pour nombre d'entre eux que cette grève massive du 1<sup>er</sup> Décembre en appelle une autre dès le 5 Janvier, alors même que les OS n'ont pas encore appelé. L'ANPE a certainement vécu la dernière grève de son histoire mais Pôle Emploi est en passe de connaître la première au premier jour d'ouverture.

SNU-TEFI HAUTE NORMANDIE

## STAGE DE L'ÉE 76/27

**MERCREDI 11 ET JEUDI 12  
FÉVRIER AU HAVRE (Franklin)**

## PROGRAMME

- Attaques néolibérales contre l'éducation, avec Christian Laval.
- Comprendre la crise pour y faire face, avec Dominique Plihon (ATTAC)
- Criminalisation de l'enfant, avec Maria Inès (SNPES-PJJ)
- Destruction des services publics: après France Télécom, l'hôpital..., avec Christian Pigeon et Jean-Claude Laumonier

## POUR S'INSCRIRE

- déposer au plus vite une demande d'autorisation d'absence à votre administration (envoi d'un modèle sur demande)
- s'inscrire à l'adresse suivante :  
veronique.ponvert@orange.fr

**POUR NOUS  
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr  
ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAÏ : pascal.didtsch@wanadoo.fr  
PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr  
EVREUX : jp.pallois@voila.fr  
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr